



Le 30 juin 2023

M Yannick AMET
Maire de Sainte-Foy-Tarentaise

A

Madame la Préfète de la Région
Auvergne Rhône-Alpes
DREAL Auvergne-Rhône-Alpes
Service CIDDAE/Pôle AE
69 453 LYON cedex 06

Nos Ref. : YA/FD/072023

Objet : **Recours Administratif**

Décision de l'Autorité chargée de l'examen au cas par cas

« Protection des captages d'eau potable de la commune de Sainte-Foy-Tarentaise »

Affaire suivie par : Fabienne DECREMPS

LR/AR N°1A 203 553 7231 7

Madame la Préfète de Région,

En 2019, la commune de Sainte-Foy-Tarentaise a lancé une procédure de protection de l'ensemble de ses captages d'eau potable existants sur son territoire. A cet effet, la commune s'est associée aux compétences d'un bureau d'études spécialisé dans ce domaine, le bureau « COHERENCE ».

Cette démarche s'effectue en partenariat avec les services de l'ARS chargés de l'instruction de la procédure.

Après l'élaboration du dossier préliminaire et du rapport de l'hydrogéologue agréé, une demande d'examen au cas par cas a été déposée auprès des services de la DREAL, le 07/04/2023.

Par mail en date du 17 mai 2023, vous nous avez informé de la décision de l'Autorité Environnementale nous indiquant que notre dossier de protection des captages d'eau potable de notre commune était soumis, après examen, à évaluation environnementale.

Cette décision est incompréhensible à la fois par nos élus en charge du dossier, mais également par les services de l'ARS et de la DDT - Service police de l'Eau.

Par la présente, je me permets de solliciter une révision de la décision de l'Autorité Environnementale afin que notre dossier relève du régime des études « cas par cas ».

Je me permets d'insister sur le fait que notre dossier ne porte que sur **la régularisation administrative** de captages d'eau potable existants et exploités depuis plusieurs décennies par la collectivité.

Il n'y a aucune création de captage d'eau supplémentaire et donc aucun nouvel impact sur le milieu naturel.

Je joins à ce courrier une notice explicative complémentaire qui vous permettra, je l'espère, de mieux cerner notre demande d'examen au cas par cas.

Ce document permet de recadrer le contexte de notre dossier et de mieux appréhender les adéquations ressources/besoins établies pour toutes les UDI.

Il permet également de démontrer que la concomitance entre ressources d'étiage et besoins de pointe est une hypothèse pessimiste et peu probable pour la plupart des captages et que la pérennité des zones humides et de la biodiversité impactées par les prélèvements et les travaux de protection n'est pas remise en jeu.

Il est évident que la réalisation d'études environnementales telles que demandée alourdira considérablement la procédure pour notre collectivité, tant au niveau des délais que des financements, au risque de remettre en cause son bon déroulement.

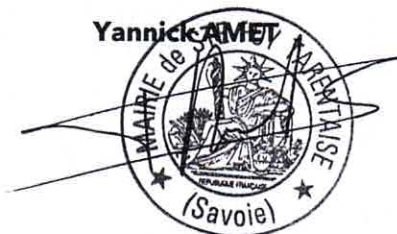
Nous sommes tous convaincus de la nécessité et de l'urgence à mettre en œuvre toutes les mesures nécessaires pour protéger nos ressources en eau potable ; encore faut-il que la lourdeur et la complexité des procédures administratives ne viennent pas à l'encontre de notre volonté.

Je suis tout à fait prêt à vous rencontrer, avec les services de la DREAL, pour évoquer de vive voix l'importance de notre dossier et la nécessité de ne pas le retarder.

Dans l'espoir que vous voudrez bien revoir votre décision, je vous prie de croire, Madame la Préfète de Région, en l'assurance de mes respectueuses salutations

Le Maire

Yannick AMET



Copie du courrier :

- *Monsieur le Préfet de la Savoie*
- *Monsieur le Sous-Préfet d'Albertville*
- *L'Agence Régionale de la Santé*
- *La D.D.T. Service Police de l'Eau*